

# LES RÉPUDIÉES DE L'ÉLYSÉE

SI **SARKO** I<sup>ER</sup> S'EST FENDU D'UN BEL ET BON DISCOURS SUR LA **DIVERSITÉ**, IL S'EST LASSÉ DES **SYMBOLES** DE SON GOUVERNEMENT. DÉSORMAIS RAMA ET RACHIDA... MÊME **COMBAT** !



**LES MODÈLES  
EN GRÈVE ET À POIL**

| P. 8

**GRÈCE,  
UNE SEMAINE  
LACRYMOGÈNE** | P. 16

## Grand pardon du Gabon

Jamais avare de grand pardon, le président du Gabon, Omar Bongo, ne se fâche jamais trop longtemps. Une belle qualité, d'autant que les dernières rumeurs qui courent à l'Élysée disent ses jours comptés. « *Passe pas l'hiver* », ose même une vieille concierge des Palais africains.

Au moins l'homme n'est-il plus fâché avec la cellule de l'Élysée, dirigée par Bruno Joubert. Mis en poste par Sarkozy 1<sup>er</sup> pour officiellement « squizzer » les réseaux parallèles et la Françafrique en général, Joubert a dû manger son chapeau. Ou du moins le grignoter, avec le retour en grâce de l'intermédiaire Robert Bourgi.

Une situation fort peu confortable. D'autant qu'Omar Bongo, grand protecteur de Robert Bourgi, pilier de ce qui reste de l'influence française en Afrique, le boudait. Vexé et se sentant un brin visé par le « grand toilettage » dont le diplomate avait reçu la charge.

Mais, à l'approche des fêtes de fin d'année, Petit Papa Bongo ne boude plus. Selon nos informations, le patron de la cellule Afrique, a même été invité à Libreville pour une audience au Palais du Bord de mer, la présidence gabonaise. Un dégel qui s'accompagne d'un adoubement de M. Fils à l'Élysée.

Comme l'a révélé *La Lettre du continent* - toujours pillée, jamais citée -, Ali Bongo, ministre de la Défense de son père, a été bien gentiment reçu au château, le 21 octobre dernier. Une réunion de travail avec le Président Sarkozy, le secrétaire général Claude Guéant, et l'incontournable Robert Bourgi, suivi d'un déjeuner avec Bruno Joubert.

Autant de prévenances auxquelles n'a jamais eu droit l'autre successeur potentiel d'Omar Bongo, M. Gendre, alias Paul Toungui. L'époux de Pascaline Bongo, fille favorite d'Omar, n'a plus le vent en poupe depuis son déménagement du ministère des Finances vers les Affaires étrangères. Et lors de son dernier passage à Paris, pour l'assemblée annuelle de la Grande Loge Nationale de France (GLNF), Toungui a vu élever son fils au grade de compagnon. Seule satisfaction.

Ses demandes d'audience à l'Élysée n'ont pas abouti. La saga Borgia au Gabon continue \*

XAVIER MONNIER

# SOMMAIRE

## FRANCE

2 → Grand pardon du Gabon

→ Du non-recrutement à « 20 minutes »

3 → Les off de la semaine

6 → Imperturbable, Rachida Dati croit

toujours en sa bonne étoile

8 → En grève, les modèles des Beaux Arts posent, nus, dans Paris

9 → Thalès, Dassault, DCNS... l'Élysée joue au mécano industriel

10 → Le livre sur « l'Équipe » attaqué

20 → Un peu de Birenbaum au coeur



5 | LA BELLE RAMA YADE PRIVÉE DE PETITS FOURS

## MONDE

13 → Obama quasi-vendu à l'insu de son plein gré

15 → La France chine son ambassade à Pékin

16 → Grèce, une semaine lacrymogène

## PLUS

11 → Europe, la fête est finie

12 → Liberté de la Presse : Edwy fait salle Plenel

17 → Retour vers le futur de l'humanité

18 → BD Mohammed VI, épisode XI

19 → Chauffons-nous à la chaleur humaine

→ Le prince Pokou : Après la paix

## Amnistia pour les élus corses

J eudi 18 décembre au soir, l'assemblée de Corse a passé sa dernière session de l'année à parler...presse. Sitôt la séance ouverte, Jean-Pierre Mondoloni, président du groupe UMP s'est fendu d'une longue tirade contre « les affirmations calomnieuses d'un obscur organe de presse au contenu sulfureux et racoleur ». En cause, les révélations de notre ami et néanmoins confrère Enrico Porsia d'amnistia.net sur le tout nouveau Plan d'aménagement de la Corse (Padduc), dont l'adoption tarde. Accusé de préparer le terrain à une bétonnisation du littoral, le Padduc présente la particularité de rendre constructible certains terrains d'élus corses. Notamment, Camille de Rocca Serra (Président de l'Assemblée), Ange Santini (Président de l'Exécutif) et Jérôme Polvérini. O hasard, tous trois élus UMP, comme Mondoloni. Autant d'in-

formations reprises dans *Bakchich*, et évoquées dans *Libé* et sur France 2. Mais seul amnistia se trouve en cause. Point de malice dans cette communication, suivi d'un débat qui s'est achevé fort tard dans la nuit. « *Cela a permis de crever l'abcès de la campagne de calomnie qui entoure le Padduc* », décrit aimablement Mondoloni. Quant à la presse régionale du matin, elle s'est aimablement gargarisée des suites judiciaires de l'affaire. Et a relayé l'information selon laquelle Rocca Serra a porté plainte contre amnistia. Las, la seule plainte liée à l'affaire du Padduc a été déposée le 12 décembre...par Enrico Porsia. Pour diffamation et à l'encontre de Radio Corse Frequenza Maura et Joseph Guy Poletti, directeur du mensuel Corsica, qui l'avait accusé à l'antenne, entre autres joyusetés, de délation... \*

XAVIER MONNIER

# Les off de la semaine

## LUNDI UN EX DE LA FRENCH CONNECTION FINANÇAIT LE CERCLE CONCORDE

Nouvelles révélations dans l'enquête sur le Cercle Concorde, ce cercle de jeux fermé fin 2007 et soupçonné d'avoir été la blanchisseuse du milieu corso-marseillais.

Les petites juges de Marseille, qui continuent à s'amuser avec le dossier, bûchent notamment sur la mise en place du Cercle et l'installation aux affaires de Paul Lantiéri, pourtant surnommé la « trompette » par le Milieu.

Or, deux grands noms, des anciens de la French Connection, les mythiques trafiquants de drogue entre la Corse et les États-Unis dans les années 70, apparaissent tout au long du dossier.

Bakchich a déjà évoqué l'ombre de Jean-Jé Colonna, feu le parrain de la Corse-du-Sud, qui a longtemps plané sur le Cercle Concorde. Mais un autre grand ancien a bien aidé Paul Lantiéri pour débiter ses affaires : Dominique, « Nick », Venturi, mort en avril 2008 et peu avant mis en examen dans le dossier du cercle.

En 2000, « Nick » a donné un petit pécule à Paul pour débiter. Via un virement de plus de 480 000 euros de son compte de la Deutsche Bank de Monaco vers la société Sextius, matrice des affaires de Paul Lantiéri (Cercle Concorde, Brasserie le Rich) et à Aix-en-Provence (Brasserie La Rotonde) ①

## 21 TRIBUNAUX COMMERCIAUX PARALYSÉS

Le redécoupage de la carte judiciaire lancé par le ministère de la Justice a ces jours-ci des conséquences inattendues sur la vie des entreprises.

Les chambres commerciales de 21 tribunaux de grande instance devant être fusionnées avec d'autres TGI plus importants sont paralysées en ce mois de décembre.

Les réseaux informatiques sont actuellement bloqués en attendant la finalisation de ce regroupement.

Résultat, les greffes ne fonctionnent pas, empêchant ainsi la vie commerciale de se dérouler normalement ①

## LES MYSTÈRES D'AIR LIB

C'est dans un quasi huis-clos que se déroule actuellement le procès en appel des ex dirigeants d'Air Lib. Le naufrage en 2003 de la première compagnie aérienne low-cost française, dirigée par Jean-Charles Corbet, avait laissé plus de 3 000 salariés sur le pavé.

En première instance, Corbet, ex-responsable syndical d'Air France, avait écopé de quatre ans de prison dont 18 mois ferme et de 300 000 euros d'amendes, accusé d'avoir vécu quelque peu sur la bête.

Une instruction qui a toutefois pris soin de faire l'impasse sur le rôle de personnalités telles que le baron Seillière, l'ex-ministre des transports Gaysot, son successeur Dominique Bussereau, comme sur le rôle d'Air France et même d'Airbus. Autant d'acteurs qui, dans l'ombre, ont su, à des titres divers et variés, parfaitement capitaliser cette retentissante faillite.

Pas de micro, pas de banc pour la presse, pas de journalistes, et il faut être équipé d'un GPS pour suivre les débats de ce procès en appel jugé par la 9<sup>e</sup> chambre, mais délocalisé escalier Z vers la 5<sup>e</sup> chambre. Faut-il en conclure qu'il ne sortira rien de ces audiences ?

À suivre dans Bakchich... ①

## L'IGPN PLACE UN COMMANDANT DE POLICE EN GARDE À VUE

Surveiller ou écrire, il faut choisir ! Philippe Pichon vient de l'apprendre à ses dépens. Le commandant de police, 38 ans, vient d'être placé en garde à vue, lundi 15 décembre, au matin, à l'issue de son audition à

l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). Selon plusieurs sources, sa mise au trou ne serait pas étrangère à ses écrits. Le malfaisant avait eu la fâcheuse idée

de publier plusieurs ouvrages sur son métier de flic. Le dernier en date, *Une vie de flic* (Ed.

Flammarion), publié en 2007, avait suscité l'ire de l'administration. La Direction

centrale de la sécurité publique (DCSP) ayant, dès parution, initié une enquête

administrative pour traquer le moindre manquement à l'obligation de

réserve. Le malotru, alors adjoint au commissariat de police de Cou-

lommiers, en Seine-et-Marne, avait été muté à Meaux. Mécontent d'être

placardisé, Philippe Pichon a saisi, il y a peu, le tribunal administratif. À

défaut d'obtenir une date d'audience, le commandant subversif pourra méditer

son recours et ses écrits... ①



## MARDI DUNKERQUE : LA PAF DÉLOGÉ DES RÉFUGIÉS AFGHANS

Mardi matin 16 décembre, vers 9 heures, une cinquantaine de policiers de la PAF (Police aux Frontières) sont intervenus à Loon-

plage, dans la banlieue de Dunkerque, pour déloger une cinquantaine de réfugiés clandestins afghans ou pakistanais. Quant au campement

de Grande Synthe, Bakchich a constaté mardi matin qu'il était exceptionnellement vide. Interrogés, les policiers n'ont pas précisé où ils

emmenaient la centaine de réfugiés arrêtés dans la matinée, mais ont

indiqué que ces derniers seraient libres de partir s'ils le souhaitent... ①

Plus d'infos dans les jours à venir dans Bakchich ①

## LE PASSAGE AU PAYANT DES « OFF » DE BAKCHICH EMBARRASSE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE....

Ce n'est pas une blague, même si cela y ressemble... Bakchich vient en effet de recevoir lundi 15 décembre, un mail du Ministère des Affaires étrangères et européennes, et plus précisément de sa « Sous-

direction de l'Information et de la Documentation « Pôle Veille » ». Un « pôle veille » drôlement embarrassé et qui nous explique ceci :

« Bonjour, nous avons demandé à notre prestataire Erwan Création un accès à vos « Off » payantes depuis début décembre (le paiement

par Carte bleue n'étant pas possible pour nous). En attendant d'avoir la réponse de notre prestataire, serait-il possible d'avoir accès à la

brève confidentielle intitulée « L'analyse des sarkozytes sur la nomination de Bruno le Maire au gouvernement » ? »

Au Quai d'Orsay, l'usage de la carte bleue n'est donc pas encore entré dans les mœurs et c'est donc le système D qui prévaut pour s'informer

– certes aux meilleures sources ! – des soubresauts du vaste monde. Une question tout de même : Le ministre Bernard Kouchner est-il

aussi privé de carte bleue ? Quant à la requête du ministère des affaires étrangères, elle a aussitôt été examinée lors d'une réunion

extraordinaire du conseil de sécurité de Bakchich. Lequel, dans sa grande sagesse (et à titre tout à fait exceptionnel !) a décidé d'y donner

une suite favorable. Le « off » en question a donc été rapidement transmis au Quai d'Orsay, et par pigeon voyageur s'il vous plaît... ①

## Les off | SUITE

### MERCREDI YVES BERTRAND DÉPOSE PLAINTE CONTRE X

Après moult tergiversations, Yves Bertrand, l'ex patron des RG, s'est résolu à porter plainte contre X, tout en visant clairement l'hebdomadaire *Le Point* après la publication dans ce dernier des extraits de ses carnets. Une plainte, déposée par son avocat M<sup>e</sup> Ader, qui comporte trois incriminations : bris de scellés, diffamation, et recel de scellés. Un cadeau de Noël que saura apprécier à sa juste valeur Jean-Claude Marin, procureur de la République de Paris ①

### YAZID SABEG NOUVEAU VISAGE DE L'OUVERTURE AUPRÈS DE SARKO

Nicolas Sarkozy va prononcer un long discours cet après-midi sur le thème de « L'égalité réelle des chances et la promotion de la diversité ». *Le Figaro* annonçait ce matin que cette mission pourrait être confiée à Malek Boutih. Que nenni ! Celui-ci a démenti. Il s'agit en fait de Yazid Sabeg. Un homme d'affaires de 58 ans, né en Algérie. Fervent défenseur de la discrimination positive, il connaît déjà bien le dossier pour avoir notamment écrit avec son frère, il y a quatre ans, *La Discrimination positive. Pourquoi la France ne peut y échapper ?* puis, en 2006, *La Diversité dans l'entreprise, comment la réaliser ?* ①

IL S'AGIT PAS DE MALEK BOUTIH, MAIS DE YAZID SABEG !!



### JEUDI LE PAPE FRANÇAIS DU X DEBARQUE DANS LES KIOSQUES

S'il y en a un qui peut se vanter de bien connaître les goûts de ses clients, c'est bien Marc Dorcel. Le 18 décembre, l'empereur du X gaulois lance *Marc Dorcel Magazine*, un bimestriel de luxe qui lui permettra d'encore mieux promouvoir ses films si sophistiqués ①

### UN ATTALI EN GARDE À VUE

La vague de gardes à vue qui déferle sur la douce France depuis quelques années ne frappe pas uniquement les directeurs de journaux. Elle s'étend même jusqu'aux rejetons de la meilleure nomenclature sarkozyste. Ainsi, le 5 décembre dernier, vers 2h30 du matin, Jérémie Attali, 27 ans, fils de son père, est-il interpellé par les services de police.

Ouï par les propos tenus à l'endroit d'une serveuse de restaurant, notre Jérémie prenait la mouche et décidait de rosser séance tenante le grossier personnage.

S'en suivait une bagarre générale, puis la conduite au commissariat de l'ensemble des protagonistes.

Prévenu samedi aux aurores – vers 5h du matin –, Attali père ne manque pas d'exprimer une mauvaise humeur sans rapport avec le triste état des marchés financiers. Rien de grave, semble-t-il, puisque Jérémie sera relâché vers 19 heures ①

### QUAND SARKOZY RAILLE L'AMÉRIQUE...

Sarkozy est-il devenu anti-américain ? Grand ami de Bush avant de prendre la présidence du Conseil européen, il n'a pas hésité, dans son discours de fin de mandat, le 16 décembre, à fustiger l'Amérique devant le Parlement européen. « *Nos amis américains ont le formidable don des annonces médiatiques. Ils parlaient d'un plan Paulson 1 à 700 milliards, et finalement on a fini par comprendre que c'était beaucoup moins que ça* ». C'est un peu comme si l'hôpital se moquait de la charité...

Sans doute grisé par les présidents des groupes parlementaires de tout bord qui l'ont remercié d'avoir fait exister l'Europe politiquement (durant la crise géorgienne et la crise financière) Sarko en a rajouté une louche. « *D'ailleurs le plan Paulson 3 qu'ils ont adopté ce n'est rien d'autre qu'une copie du plan Européen* ». Ce qui a fait doucement rire dans les travées. Avouant que ces six mois l'ont « *changé* », l'hyperprésident a aussi tâché les mauvais européens. « *Regardez ce qu'il en coûte à la Grande Bretagne d'avoir été trop exclusivement tournés vers les Etats Unis. Elle est sortie de la crise car elle s'est tournée vers l'Union européenne* ». C'est beau comme du Chirac. Pour devenir anti Yankee comme son prédécesseur, Sarkozy n'a plus qu'à rappeler Dominique de Villepin au Quai... ①

### TRAITEMENT DE CHOC À FLEURY POUR LA SUSPECTE DU SABOTAGE DES TGV

Les parents de Yldune Lévy ont enfin pu s'entretenir avec leur fille, suspectée d'être, avec Julien Coupat, responsable des sabotages de TGV début novembre. C'est hier, mercredi 17 décembre, qu'ils se sont rendus à la prison de Fleury-Mérogis. Les parents de Julien Coupat avaient obtenu leur permis de visite il y a une dizaine de jours. Yldune Lévy subit toujours l'éclairage permanent de sa cellule, l'empêchant de dormir. Pour l'administration pénitentiaire, il s'agit de la « *protéger contre elle-même* », sous-entendu, elle pourrait se suicider. Les comités de défense dénoncent une torture psychologique. Ses parents ont affirmé à la sortie qu'elle allait bien ①

### VENREDI « SÉGOLENE REVIENS ! » SUR CANAL+

Martine Aubry, Benoît Hamon, Harlem Désir, Pascale Boistard et Nathalie Perrin-Gilbert, tous membres de la nouvelle direction du PS, étaient sur le plateau du « *Grand Journal* » sur Canal+, le 10 décembre. Une petite surprise les attendait quand ils sont arrivés... « *Tenez-vous les mains les uns les autres et dites « Ségolène reviens ! »* », leur a-t-on demandé, avant d'entrer sur le plateau.

Groupes ! Les cinq socialistes leur ont opposé un refus catégorique ! ①

### THIERRY MARIANI NE SERA PAS LE NOUVEAU MINISTRE DE L'IMMIGRATION

En janvier, il n'y aura pas de gros remaniements mais quelques ajustements comme l'a répété vendredi 19 décembre, Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée. En jeu notamment : la succession de Brice Hortefeux au ministère de l'Immigration. Car l'intéressé est pressenti pour prendre la suite de Xavier Bertrand – nouveau secrétaire général de l'UMP – au ministère du Travail et des Affaires sociales. Plusieurs noms circulent pour succéder à Hortefeux, l'ami de trente ans de Nicolas Sarkozy. Parmi lesquels celui du député UMP du Vaucluse, Thierry Mariani. « *Je n'ai jamais rien demandé* », répond l'intéressé à *Bakchich*. « *Et après l'histoire des tests ADN, il n'y a quasiment aucune chance que je le sois* ».

En septembre 2007, le député avait été au centre d'une polémique. Auteur d'un amendement très controversé (finalement abandonné) au projet de loi sur l'immigration, Mariani avait proposé la mise en place de tests ADN pour les candidats au regroupement familial. Ce test étant censé prouver le lien de filiation. L'ADN du député n'était semble-t-il pas conforme au portefeuille en question ①

# LA BELLE RAMA YADE PRIVÉE DE PETITS FOURS PAR NICOLAS SARKOZY !

**TENSIONS** PARTICULIÈREMENT **COMPLICE** DU PRÉSIDENT, RAMA YADE, **SYMBOLE** DE L'OUVERTURE, VIENT DE SE FAIRE REMETTRE À SA PLACE. **PARADOXE** : MERCREDI, NICOLAS **SARKOZY** PRÉSENTAIT SON PLAN POUR LA **DIVERSITÉ**.



**N**icolas Sarkozy ne s'attendait pas à ce qu'un des symboles de son gouvernement lui oppose un refus catégorique. Lui, qui depuis son arrivée au Château voyait en Rama Yade « sa Condoleezza Rice ». Dès lors, Sarko n'a pas digéré ses dernières dé-

clarations ! Sur le plateau du Grand jury LCI-RTL-*Le Figaro*, le 7 décembre, sa secrétaire d'État aux droits de l'Homme souligne ne pas être « candidate à un mandat européen » mais être « motivée par un mandat national ». Aïe ! Sarkozy en a avalé de travers ! Depuis des mois, le président et son bras droit Claude Guéant l'encourageaient pourtant à se lancer dans la

campagne. Et à prendre, en attendant, le poste de Jean-Pierre Jouyet aux Affaires européennes. Sauf qu'il lui fallait accepter l'ensemble du paquet cadeau. Rama Yade voulait bien le maroquin, mais pas le mandat européen. Pas bête, la guêpe !

Sarkozy a sursauté d'indignation devant un tel « caprice » car pour lui, aime-t-il répéter, rien ne vaut la confrontation avec les électeurs. Soit. « Et puis à 31 ans, quand vous faites de la politique », explique l'entourage du président, « vous ne pouvez pas dire, l'Europe ça ne m'intéresse pas ».

D'autant plus que depuis des mois, Rama Yade sollicitait régulièrement le Palais pour changer de poste. Les relations avec son ministre de tutelle, Bernard Kouchner, n'étant pas des plus faciles ! Mais Rama Yade a dit « non » à Sarkozy. Ouïe !

Résultat : elle est passée à côté d'une jolie promotion ministérielle. « Il n'y aura pas d'autres propositions », confie-t-on à l'Élysée. Même si pour l'instant, personne n'envisage de supprimer ce secrétariat d'État, comme le demandait le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, dans *le Parisien*.

D'ailleurs, selon le baromètre mensuel Ifop pour *Paris-Match*, Kouchner enregistre une chute spectaculaire de 10 quand sa secrétaire d'État en gagne 3 ! De quoi rassurer Rama Yade, même si Kouchner reste la personnalité préférée des Français...

Mais « Rama a manqué de courage », a confié le président à un visiteur du soir. En conseil des ministres, le 9 décembre, Sarkozy a d'ailleurs mis les points sur les « i » : « Un ministre n'est pas là seulement pour les petits-fours ! » Allusion directe à Rama Yade qu'il empêchait parfois de grignoter.

Lors d'une réception à l'ambassade de France à Tunis, en juillet 2007, et devant un joli buffet garni de petits fours, Sarko avait lancé à sa ministre : « Fais attention à ton régime, Rama ! ». C'est quoi, cette obsession des petits fours ?

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

## RAMA YADE | SUITE

Pourtant, entre Sarkozy et Rama Yade, l'entente a toujours été des plus cordiales. Vite repérée par le très sarkozyste Frédéric Lefèbvre, Rama Yade est mise en avant par Sarko. Une vraie « société d'admiration mutuelle » entre eux ! Comme ce 14 janvier 2007, lorsque Rama Yade, secrétaire d'État à la Francophonie au sein de l'UMP, prend

franc-parler de la jeune femme à « *qui il pronostique beaucoup d'avenir en politique* ». Elle, n'a de cesse d'exprimer publiquement sa fidélité et sa reconnaissance pour celui qui l'a fait monter en politique.

Pourtant, dans l'entourage du président, Rama Yade n'a jamais eu que des amis. Comme le très influent conseiller

elle avait nommé un nouveau directeur de cabinet. Quelques jours plus tard, ce dernier rendait visite au conseiller diplomatique du Château qui lui lâche : « *Sachez que Rama Yade ne nous sert à rien* ». C'est pire qu'au PS, dites-donc... Selon un député sarkozyste proche du président, malgré l'épisode de la semaine dernière et l'hostilité du très influent Levitte, Rama Yade restera dans le paysage politique. « *Elle bénéficiera de l'effet juppette* [les femmes ministres d'Alain Juppé, en 1995, rapidement virées] dont Sarkozy se souvient. Même s'il se rend compte des limites de certains de ses ministres, il sait aussi qu'il lui sont indispensables en terme d'images ». À l'instar de Rama Yade

## Selon un député sarkozyste proche du président, malgré l'épisode de la semaine dernière et l'hostilité du très influent Levitte, Rama Yade restera dans le paysage politique.

la parole au congrès. « *Je n'ai pas vraiment la tête d'une Française de souche* », s'amuse la jeune femme née au Sénégal. Elle y dénonce aussi l'inefficacité du PS : « *l'UMP version Sarko, c'est quand même autre chose* ». Tabac dans la salle. Sarkozy, lui, jubile de son audace. Une fois élu, le chef de l'État lui propose de seconder David Martinon, alors porte-parole du Palais. La jeune femme oppose un poli refus avant d'écarter une nouvelle proposition : celle de porte-parole de l'UMP. Décidément... Le président passe outre ces refus, amusé par le

diplomatique, Jean-David Levitte. Après sa déclaration tonitruante au moment de la visite du colonel Kadhafi en France, fin 2007 - « *Notre pays n'est pas un paillason* » -, la benjamine du gouvernement se rend en Afghanistan avec Sarkozy et Levitte. « *Jean-David dit que tu n'es pas loyale* », lance le chef de l'État dans l'avion présidentiel. Réponse du tac-au-tac de Rama Yade, en présence de l'intéressé : « *et lui, il est loyal ? Il a été balladurien et chiraquien !* » Chauda ambiance...

Le temps n'a rien arrangé. L'été dernier,

ou de Rachida Dati...

Plusieurs visiteurs du soir s'accordent pour souligner que le gouvernement s'apparente à un casting, dans lequel chacun endosse un rôle.

Dès lors, difficile d'en supprimer un, sans remettre en cause l'équilibre général. Surtout quand celle qui est en cause est à ce point populaire dans l'opinion. Et le prochain gros remaniement n'est pas avant six mois... une éternité en « sarkozye » ! Jusque-là, Rama et Nicolas restent dans le même bateau... \*

MARION MOURGUE

# Imperturbable, Rachida Dati croit toujours en sa bonne étoile

**LA CHUTE DÉSAVOUÉE** PAR L'ÉLYSÉE ET MATIGNON, **RACHIDA DATI NE PARAÎT PAS PORTÉE À L'AUTOCRITIQUE**, PRÉFÉRANT TOUJOURS LA **COMPAGNIE DES PATRONS DU CAC 40 À CELLE DES MAGISTRATS**.

L'enquête parue dans *le Point* la semaine dernière « *L'extravagante Mme Dati* » n'était pas particulièrement favorable à la Garde des Sceaux. Et c'est peu dire que Rachida Dati n'en souhaitait pas. La ministre a d'ailleurs

**Il était dit que la Garde des Sceaux pourrait sortir quelques dossiers sur les Hauts-de-Seine si Sarkozy la virait du gouvernement... 24h après la publication de l'article et après l'interrogation des socialistes sur son silence, Rachida Dati faisait paraître un communiqué pour exprimer son indignation et qualifier de « totalement faux » cette information.**

passé quelques coups de fils aux patrons de la rédaction pour les dissuader de publier le papier. Hélas, Madame Dati

n'est plus en cour à l'Élysée et ailleurs, les journalistes deviennent audacieux ! Le dossier est donc paru malgré tout, dans *le Point*. Et le dernier paragraphe de cette enquête fort instructive ne l'a sûrement pas aidé à soigner sa popularité au Château. Il était dit que la Garde des Sceaux pourrait sortir quelques dossiers sur les Hauts-de-Seine si Sarkozy la virait du gouvernement...

24h après la publication de l'article et après l'interrogation des socialistes sur son silence, Rachida Dati faisait paraître un communiqué pour exprimer son indignation et qualifier de « *totalement faux* » cette information. Officiellement, à l'Élysée, on a pris bonne note de ce démenti « *confiant dans la parole*

*de Dati* ». En privé, certains conseillers n'ont pas aimé et la tiennent pour responsable de cette discrète menace. Une fois de plus... Vraiment, le mois de décembre n'aura pas été de tout repos pour la ministre de la Justice !

Fidèle à sa réputation, Rachida Dati rencontre toujours des personnalités de tous horizons, parfois assez éloignées des préoccupations judiciaires. La Garde des Sceaux a ainsi petit déjeuné fin octobre avec le prince Albert de Monaco. Début décembre, Rachida Dati avait invité un groupe de patrons du CAC40, place Vendôme. Parmi eux, Albert Frère, un puissant magnat de la finance d'origine belge. La ministre, loin d'être ponctuelle, a fait attendre les patrons une bonne

➔ SUITE PAGE SUIVANTE



demi-heure, au point qu'Albert Frère a piqué une crise et menacé de partir sans voir la ministre. Prévenue, cette dernière est arrivée à toute vitesse. Mais le petit déj' avait sacrément mal commencé ! Comme un certain nombre de rendez-vous ces dernières semaines... Ces derniers jours, la Garde des Sceaux s'est mis le couple de l'exécutif à dos.

**Nicolas Sarkozy envisage donc plusieurs pistes. L'hypothèse de la nommer à la tête du ministère du Logement revient souvent. (...) Le poste de Dati dépendra aussi de sa principale arme : sa cote de popularité. Or elle apparaît soutenue par une majorité de Français. 51% d'entre eux ne souhaitent pas qu'elle quitte ses fonctions de Garde des Sceaux, selon le sondage d'Opinion Way publié par « Bakchich ».**

Premier rappel à l'ordre : celui de Nicolas Sarkozy. Après l'arrestation musclée de l'ancien directeur de la publication de Libération, Vittorio de Filippis, la ministre de la Justice monte au créneau pour défendre une « procédure tout à fait régulière ». L'Élysée a aussitôt appelé à « une enquête dans les plus brefs délais ». En clair, Nicolas Sarkozy, fou de rage de ce manque de sens politique de sa ministre, l'a désavouée publiquement ! Celle qui avait autrefois droit aux voyages prési-

dentiels et que son entourage désignait comme la deuxième dame de France doit aujourd'hui ronger son frein.

Deuxième rappel à l'ordre, cette fois-ci de François Fillon, qui a affiché sa franche hostilité sur d'éventuelles sanctions judiciaires à l'encontre des mineurs. Avec en jeu, le passage de la responsabilité pénale à 12 ans... une mesure relevant du « bon sens » selon Dati. Le visage fermé, Fillon lui a répondu par conférence interposée : « Je suis totalement hostile à ce que l'on mette en prison des enfants de 12 ans ».

Branle-bas de combat au ministère de la Justice qui fait aussitôt paraître un démenti : « Le Garde des Sceaux ne s'est en aucune façon prononcée sur l'incarcération des mineurs de 12 ans ». Manifestement, Rachida Dati aime bien les communiqués ! Trop tard, pour Fillon, le mal est fait... Le chef du gouvernement, rapporte son entourage, est d'ailleurs de plus en plus « convaincu que l'on paie maintenant les erreurs de casting du début de quinquennat ».

Dans ce contexte, l'Élysée s'arrache les cheveux pour savoir où caser l'actuelle Garde des Sceaux lors du prochain remaniement. Et surtout mettre un terme à la fronde qui sévit entre le ministère de la

Justice et les magistrats. « Désormais, Rachida Dati est en dehors du calendrier présidentiel », confie un proche du président de la République. « Elle sera changée de poste mais pas licenciée ».

Et Jean-Louis Borloo, comme l'a révélé Bakchich, tiendrait aujourd'hui la corde pour la remplacer car « il faut un profil politique, un poids lourd », confie un collaborateur de Sarkozy. Mais alors où caser l'ancienne protégée ? Difficile quand on a occupé un poste régalien d'accepter un secrétariat d'État !

Nicolas Sarkozy envisage donc plusieurs pistes. L'hypothèse de la nommer à la tête du ministère du Logement revient souvent. « Elle y serait très bonne », souligne un conseiller du président.

Le poste de Dati dépendra aussi de sa principale arme : sa cote de popularité. Or elle apparaît soutenue par une majorité de Français. 51% d'entre eux ne souhaitent pas qu'elle quitte ses fonctions de Garde des Sceaux, selon le sondage d'Opinion Way publié par Bakchich. La proportion est encore plus forte à droite où une majorité de l'électorat de Nicolas Sarkozy (79%) se prononce pour son maintien place Vendôme.

De quoi conforter la ministre dans ses certitudes. Avec le risque de la rendre, à jamais, autiste... ✱

MARION MOURGUE

# En grève, les modèles des Beaux Arts posent, nus, dans Paris

**GRÈVE** PAYÉS LE **SMIC**, MAIS PRIVÉS DÉSORMAIS PAR LA **MAIRIE DE PARIS** DES **MODESTES POURBOIRES** QU'ILS PERCEVAIENT, LES **MODÈLES** DES BEAUX ARTS ÉTAIENT, LE LUNDI 15 DÉCEMBRE, EN GRÈVE.

**L**e modèle, c'est cette personne, sexy, ventrue, élancée, en chair, abîmée, jeune ou âgée, qui pose pour le peintre, le plus souvent dévêtu. Traditionnellement, quand le modèle est apprécié par les élèves et les peintres, quand il n'a pas trop bougé et qu'il a fait preuve d'imagination, on lui remet un pourboire, appelé cornet, à la fin de la séance. Seulement, le 20 novembre dernier, la ville de Paris a adressé une lettre aux directeurs des Ateliers des Beaux Arts et aux enseignants. Finis les cornets dans les Ateliers ; plus

**Beaucoup d'étudiants laissent rapidement tomber, parfois seulement après une semaine de travail, et déposent leur candidature dans un café-restaurant ou à Mac Do.**

question de tels pourboires dans des lieux publics.

Cette décision a provoqué l'indignation d'un certain nombre de modèles, qui étaient en grève ce lundi 15 décembre. En effet, le cornet est plus qu'un symbole, il peut parfois représenter jusqu'au quart du salaire. Le job des modèles des Ateliers des Beaux Arts est en effet assez mal rémunéré : trente six euros pour trois heures de travail, soit un peu plus du Smic.

Pourtant, contrairement à ce qui est inscrit sur nos fiches de paye (« divers et spéciaux »), « c'est un vrai boulot », souligne Kévin, modèle free lance - comme tous ses collègues - depuis plus d'un an. Et de rappeler que l'augmentation de leur salaire figure parmi leurs principales revendications. « Nous demandons à être payés 15 euros de l'heure » (aux Gobelins, école de l'image privée, le tarif, c'est 21 euros de l'heure).

Car bien qu'il n'existe pas de formation pour être modèle, la plupart ont fait des études et des métiers assez proches de celui-ci. « J'ai fait une école de dessin, puis des Arts martiaux », indique Kévin. Deborah, modèle à plein temps depuis trois ans, a, elle, une formation de comédienne. D'autres, comme Salvatori, sont danseurs professionnels.

Pour eux, comme pour environ trente modèles des Ateliers des Beaux-Arts de Paris, poser est un vrai métier, à temps complet ou quasi complet. Les autres (environ soixante personnes) sont des étudiants et des retraités, qui se déshabillent pour compléter leur trop maigre budget.

Au-delà des revendications salariales, ce que les modèles en grève demandent, c'est une vraie reconnaissance de leur travail. Pour eux, ils ne sont pas des statues mobiles au service de l'enseignant, mais des sujets qui contribuent quelquefois à faire l'oeuvre, quand ils parviennent à prolonger le pinceau de l'artiste. « Nous sommes aussi importants que l'enseignant et que le peintre, souligne Salvatori, puisque sans nous, l'un ne peut pas enseigner

et l'autre ne peut rien peindre. Et, sans eux, nous ne valons rien. » C'est un trio où chaque personne compte. Sans Gabrielle, qui serait Renoir ? Et sans sa femme, qui fut toute sa vie son modèle, que vaudrait Bonnard ?

Beaucoup d'étudiants laissent rapidement tomber, parfois seulement après une semaine de travail, et déposent leur candidature dans un café-restaurant ou à Mac Do. Car il faut être costaud physiquement, pour tenir les trois heures de pose. Et d'ailleurs, on s'entraîne. Enfin... quand on a suffisamment d'argent ! Deborah explique : « Depuis trois ans que je fais ce boulot, je vais à la piscine tous les deux-trois jours. Mais depuis la rentrée et la suppression des cornets, je n'ai pas trempé un seul orteil dans la piscine, je n'en ai plus les moyens ».

Et d'ajouter : « Nous n'avons aucune aide, pas de réduction pour les salles de sport, pas de carte pour entrer gratuitement dans les musées, alors que nous avons besoin de voir des peintures, pour renouveler notre imagination. Pas le droit non plus à des salles d'attente - le temps entre chaque séance atteint souvent l'heure - , ni à un chauffage, pas même à des vestiaires, pour nous changer. »

« Le pire reste le manque de considération des politiques. Nous sommes des va-

cataires ! Ce qui signifie : pas de vacances, pas de retraite, pas de Mutuelle, pas de 13<sup>e</sup> mois, etc. »

« Un jour, raconte Kévin, vers 8h le matin, le prof de dessin m'appelle pour me dire qu'il annulait non seulement le cours du jour, mais tous les cours de l'année. J'ai râlé, mais je n'ai rien pu faire, je suis vacataire. »

Pour l'adjoint à la Culture de la Mairie de Paris, Christophe Girard, modèle n'est pas un métier, mais « un loisir fait pour les étudiants, les retraités, et autres personnes qui ont besoin d'un peu d'argent de poche ». Il ajoute : « S'ils souhaitent que leur activité soit considérée comme un métier, je n'ai rien contre. Il faut simplement qu'on se mette autour d'une table avec le ministère de la Culture. Ce n'est pas moi qui modifie la politique française ».

Et pour lui, pas question de revenir sur l'interdiction du cornet, « qui n'est pas nouvelle. Mais qui a simplement été rappelée ». Pour Christophe Girard, le pourboire, « c'est de l'argent au noir ». Il précise : « Je ne vois pas pourquoi cet argent là spécifiquement ne serait pas taxé ».

Si l'adjoint à la Culture renvoie la balle au ministère de la Culture, pour Bertrand Vincent, délégué Force Ouvrière, cette histoire est bien révélatrice de la politique culturelle du maire de Paris, Bertrand Delanoë. Et il assure que « sur les 3 800 agents aux affaires culturelles à Paris, 1 100 sont vacataires ». Si Delanoë a fait quelques efforts pour revaloriser le statut des bibliothécaires et des guides de musée, globalement, il se désolidarise des acteurs culturels. Et met le paquet sur les manifestations d'avantage nationales, voire internationales. Faisant une pub monstrueuse pour les nuits blanches, le 104, ou encore le tram'.

Aujourd'hui, c'est au tour des modèles de se faire leur pub. Certains ont posé nus, à 14h, dans la froide cour de la Direction des Affaires Culturelles, rue des Francs bourgeois, à Paris. « Pas pour choquer, mais pour montrer comment on travaille »\*

ANAËLLE VERZAUX

# Thalès, Dassault, DCNS... l'Élysée joue au mécano industriel

**LEGO** NICOLAS SARKOZY, VIA SON AMI SERGE DASSAULT, **VERROUILLE** DÉSORMAIS LES GROS **MARCHÉS** DE CONSTRUCTIONS NAVALES ET D'ÉLECTRONIQUE DE DÉFENSE. MALGRÉ LA **CRISE**, L'ÉLYSÉE PENSE AUX AMIS !

**P**oids lourd de l'industrie aéronautique civile et militaire, le groupe EADS comptait bien mettre la main sur la société Thalès (ex Thomson), une jolie boîte à outils électronique. En effet, Philippe Camus, nommé cet été à la tête d'Alcatel, est étranglé financièrement et cherche à vendre, et vite, les 20,8% qu'il possède dans Thalès. Avec sa confortable trésorerie de quelque 13 milliards d'euros, EADS était donc sur les rangs. Et son offre de 1,62 milliard d'euros laissait peu de chance aux éventuels outsiders. Une acquisition d'autant plus stratégique pour EADS que le groupe réalise 80% de son chiffre d'affaire avec Airbus et l'aviation civile. Une activité très cyclique qu'EADS, qui est aussi un groupe de défense, cherche impérativement à compenser en augmentant la part militaire de ses activités.

Hélas, Nicolas Sarkozy et son conseiller économique François Pérol se sont opposés vigoureusement aux futures noces entre EADS et Thalès. Et tant pis pour l'ancien ami, Arnaud Lagardère, qui cherche à restructurer son groupe et à peser face au partenaire allemand bien encombrant. L'Élysée a veillé de près à ce que ce soit le fidèle entre les fidèles, Serge Dassault, qui rachète les parts d'Alcatel dans Thalès, dont l'État possède un gros quart du capital.

D'après *Libération* du 17 décembre, l'accord est désormais « ficelé », la messe est dite. Et peu importe que Dassault Aviation, adossé demain à Thalès, soit une société vieillissante et franchouillarde. Et que les constructions navales de la DCNS, filiale de Thalès, n'aient à peu près rien à voir avec les Rafale de monsieur Dassault.

Officiellement, à en croire l'entourage présidentiel, EADS serait un groupe instable et rongé par les conflits internes



et où le méchant loup allemand risque de se payer la part belle. Ce qui expliquerait, au nom de l'intérêt de l'économie française, la stratégie élyséenne. La vérité est sans doute plus complexe.

Thalès et sa filiale DCNS (Constructions navales) sont les deux principaux acteurs du trop fameux contrat des frégates de Taiwan. Ce dossier sensible entre tous pèse, en commissions et rétro commissions, près de 600 millions de dollars. Une procédure d'arbitrage court

**L'Élysée a veillé de près à ce que ce soit le fidèle entre les fidèles, Serge Dassault, qui rachète les parts d'Alcatel dans Thalès, dont l'État possède un gros quart du capital.**

entre Taiwan et Paris, qui risque de coûter lourd au budget de l'État. Lequel veut veiller de près au Grisbi.

Autre souci, moins avouable, les dirigeants de Thalès et de la DCNS connaissent tous les petits secrets des marchés des années 1994 et 1995, lorsque Balladur était Premier ministre et Sarko

le patron du Budget. Et c'est peu dire que l'ouverture par le Procureur de Paris, Jean-Claude Marin, d'une information judiciaire sur les petits arrangements des officines luxembourgeoises dépendant de la Direction des Constructions Navales, ancêtre de la DCNS, en inquiète plus d'un en haut lieu.

Le mécano concocté à l'Élysée n'était pas joué d'avance. Dassault, qui d'ores et déjà possède 5% de Thalès, ne pensait, l'été dernier, qu'à vendre sa participation, comme le reconnaissait publiquement le numéro deux du groupe, Charles Edelstenne. Et la première proposition de l'avionneur, en septembre, 36 euros par action, était nettement moins généreuse que celle d'EADS (44 euros par action). Le lobbying de Sarkozy, recevant Dassault

à l'Élysée, explique qu'une deuxième offre soit proposée, celle-là presque égale à celle d'EADS (1,58 milliard contre 1,62 milliard).

Désormais, Dassault plus l'État possèdent la majorité de Thalès. Encore que dans cette opération, les droits exacts des minoritaires n'apparaissent pas nettement. Autant dire que la reprise en main s'avère brutale. Le patron de Thalès, Denis Ranque, est sur un siège éjectable. Et le pédégé de la DCNS, Jean-

Marie Poimboeuf, pourrait être poussé à la retraite d'ici février. Le favori pour le remplacer est un certain Patrick Boissier, dont le passage aux Chantiers de l'Atlantique n'a pas été flamboyant, mais qui a l'avantage sur d'autres d'être un sarkoziste pur et dur. À Bercy, on souligne que « madame Lagarde, la ministre de tutelle, n'a guère été consultée ».

Personne ne peut croire que l'Élysée prenne la moindre décision sans consulter Christine Lagarde !\*

NICOLAS BEAU ET ÉRIC LAFFITTE

# Le livre sur « L'Équipe » attaqué

**RING** TROIS JOURNALISTES DE « L'ÉQUIPE » ONT DÉCIDÉ D'ATTAQUER EN DIFFAMATION L'ENQUÊTE PARUE SUR LEUR QUOTIDIEN, « LA FACE CACHÉ DE L'ÉQUIPE ». UNE SOMME QUI POURTANT N'AVAIT PAS PROVOQUÉ TANT DE REMOUS.

Détaillé dans *Bakchich*, le livre *La Face Cachée de l'Équipe* n'a guère fait de remous dans les médias. « *Ni vraiment en interne* », confirme un indiscret de la rédaction, qui a pourtant dévoré le bouquin. Sorte d'encyclopédie, ou d'histoire universalis du quotidien du sport et de l'automobile, l'opus de David Garcia s'adresse en premier lieu « *aux spécialistes et aux exégètes* », a même lâché dans un sourire content un pigiste de la rédaction.

Mieux, sa date de parution est tombée pile... pour la nouvelle direction du journal, chamboulée pendant l'été, tandis que le livre était à la relecture. Et c'est dans les doux apparats du renouveau que les nouveaux patrons ont pu accueillir l'enquête, riche de nombre de tambouilles internes au quotidien. Sauf que... si *L'Équipe* l'a joué plutôt grand seigneur et fair-play, certaines de

ses ouailles ont légèrement mal pris la chose. En particulier Manuel Martinez, Philippe Le Gars et Gérard Ejnès.

Martinez et Le Gars, spécialistes vélo, ont peu apprécié le chapitre intitulé « *le syndrome Ballester* ». Monsieur dopage de *L'Équipe*, Ballester avait accusé ses confrères d'avoir un peu trop copiné avec le peloton, époque Richard Virenque. Et d'avoir pris « *à l'insu de leur plein gré* » des pots belges, ce stimulant cocktail de produits dopants, au cours de fêtes avec les cyclistes.

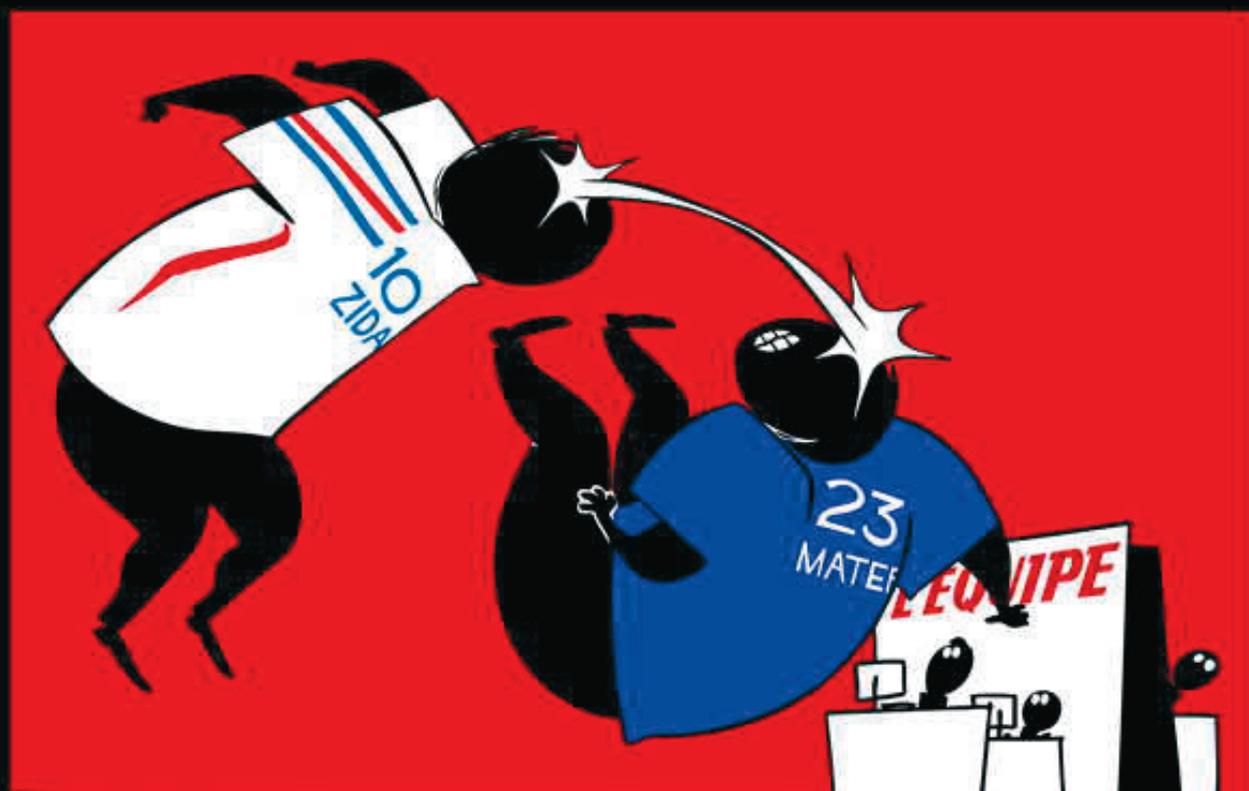
Bref s'être beaucoup trop rapprochés de leurs sujets d'écritures. Après cette carambouille, Ballester fut licencié, Le Gars et Martinez blanchi.

Las, l'histoire telle que décrite dans le livre de David Garcia, présente « *une relation des faits qui n'est pas objective* » estime la plainte en diffamation du 16 décembre que *Bakchich* a pu consulter. Ancien patron de la rubrique foot, re-

venu aux affaires de *L'Équipe* avec la nouvelle direction, Gérard Ejnès n'a jamais caché son léger côté chatouilleux. Et renfrogné. Les multiples papiers critiques à l'encontre d'Aimé Jacquet, inscrits dans la légende de *L'Équipe*, en attestent. Mais les légendes sont dures à porter. Grand pourfendeur, de 1993 à 1998, du sélectionneur de *L'Équipe* de France qui deviendra championne du monde, Ejnès n'a, à l'époque pas vraiment fait dans la finesse.

Garcia non plus, en relayant les propos d'un témoin anonyme arguant que ces articles étaient « *dignes de Je Suis partout* » (même s'il s'en démarque en qualifiant le propos de « *totalemt outrancier* »)... ou en attribuant l'éditorial mythique « *Lettre à Aimé* » à Ejnès, pour appuyer son propos. Quand il ne l'a pas écrit, toujours selon la plainte. Maladroit \*

XAVIER MONNIER



# Europe, la fête est finie...

**PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE** NICOLAS **SARKOZY** AURA AIMÉ SA **PRÉSIDENTE** DE L'EUROPE SANS **RESTRICTION**. LE DERNIER SOMMET L'A **RAVI** ET IL EST PERSUADÉ QU'IL EST DÉSORMAIS DURABLEMENT AUX **MANETTES** DU JEU EUROPÉEN.

**P**ourtant, à y regarder de près, rien n'est moins sûr. À Berlin, on est satisfait de voir que le nouveau secrétaire d'État aux affaires européennes, Bruno Le Maire est un germaniste de bon niveau. Mais sur le fond, le bilan que l'on tire des six derniers mois est pour le moins calamiteux.

Les Allemands se plaisent à rappeler que lors du G4 convoqué en octobre par Sarkozy à l'Élysée il y avait quatre positions assez nettes : la leur, se voulant une défense à long terme des principes généraux de la construction européenne autour d'une politique de concurrence, d'une politique de stabilité monétaire incarnée par la BCE et prolongée par le respect des grands équilibres budgétaires voulu par le Pacte de Stabilité et de Croissance et d'une politique favorable à la productivité résumée dans la Stratégie de Lisbonne ; la position anglaise, habile sur le plan monétaire à travers l'idée d'une garantie accordée aux banques dans le cadre du fonctionnement du marché interbancaire et dangereuse sur le plan budgétaire à travers la réintroduction d'un keynésianisme qualifié par le ministre allemand des finances de « *grossier* » ; la position italienne défendant l'idée que la stabilité à long terme de la zone euro ne pourra être obtenue que dans un effort ultime de l'Europe pour mutualiser les endettements publics les plus lourds, notamment ceux de l'Italie, de la Belgique et de la Grèce ; la position française enfin qui consistait à... ne pas en avoir et à faire passer les petits fours... !!

Le mépris des Allemands à l'égard de Sarkozy et de son équipe n'ébranle pas l'Élysée. Que le président de la République n'ait aucune idée économique sérieuse n'a aucune importance. Pour lui, ce qui compte, c'est que l'opinion publique pense qu'il joue un rôle décisif dans la recherche des solutions et qu'elle lui sache gré de son activisme. En pratique, entre le laissez aller budgétaire britannique qui va conduire à un déficit

de 8% du PIB et la volonté allemande de ne pas se lancer dans une relance à l'aveugle, Sarkozy a choisi une voie médiane : le déficit français sera de 4% l'an prochain et Patrick Devedjian va jouer

**La seconde angoisse est une situation à la Grecque. Le chômage augmente en ce moment en France au rythme de 50 000 suppressions d'emplois par mois.**

les mouches du coche d'une récession annoncée.

Deux angoisses subsistent pour 2009 : la première est celle d'un éventuel krach obligataire. Avec un déficit public américain de 10% du PIB, les taux d'intérêt vont se tendre, faisant baisser immédiatement la valeur des obligations précédemment émises. Les plus menacées sont les assurances et partout en Europe on fait le point pour éviter des « Lehman brothers » chez les assureurs.

La seconde angoisse est une situation à la Grecque. Le chômage augmente en ce moment en France au rythme de 50 000 suppressions d'emplois par mois. Certes, on est loin des 500 000 suppressions mensuelles américaines qui ont porté le taux de chômage dans ce pays à 8%, mais la situation n'est pas brillante. Sarkozy consulte pour amortir ce choc, d'autant qu'il n'aura

plus les moyens de réunir à l'infini ses homologues européens maintenant que la présidence est tchèque.

Quant à Mme Merkel, elle va pouvoir respirer un peu loin des fougades françaises et se délecter à regarder les films de Louis de Funès offerts par son mari. De Funès est devenu la référence allemande dès qu'on parle de Sarkozy ; pour comprendre Paris, à Berlin, on se passe en boucle Pouic Pouic... !! \*

MATTHIEU ADENIL



# Liberté de la Presse : Edwy fait salle Plenel

**RSF ET MEDIAPART** POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, LES COMBATTANTS NE MANQUENT PAS. SURTOUT DU CÔTÉ DES **POLITIQUES**, EN GRANDE FORME LUNDI 15 DÉCEMBRE, POUR DÉFENDRE LES JOURNALISTES LORS DU DÉBAT RSF-MEDIAPART. QUI A DIT QUE **L'ENGAGEMENT** ÉTAIT MORT.

**T**héâtre du Rond-Point, 20 heures. Une heure que le 2<sup>e</sup> grand raout de Mediapart et Reporters sans frontières sur la liberté de la presse a commencé. Et les portes sont closes par une jolie mais intraitable cerbère. « *Retard vous rentrez pas c'est complet* ». Diantre. Le bon Edwy Plenel, patron du site Mediapart et néanmoins ancien boss du *Monde*, avait certes sorti les grands moyens. Entrée pour une fois gratuite en ses terres et texto à l'appui. « *Presse audiovisuelle : pour défendre la liberté, le pluralisme et la qualité de l'information, RSF et Mediapart vous donnent rendez-vous lundi à 19 heures au Théâtre du Rond Point. Paroles et débats en présence de toutes les familles politiques. Je compte vivement sur votre/Ta présence. Edwy* ». Banco ! Le Rond-Point, sympathique bicoque de quelque 700 places, est bondé. Au grand étonnement même des organisateurs. « *Se mobiliser autant... un lundi soir. Épatant* ».

Et pas moyen d'entrer même pistonné. Enfin presque. « *C'est un redac'chef, il doit faire un papier* ». Hop, une place au premier rang. Charmant pour assister au défilé politique de bonne volonté. Soutenir l'appel de la colline et la liberté de la presse, c'est comme manifester contre le Sida, pour la paix dans le monde et contre la guerre. Essentiel et si engageant que toutes les familles politiques s'y sont retrouvés. Et succédés à la tribune.

Les attendus bien sûr, Noël Mamère (Verts) haut pourfendeur de la loi sur l'audiovisuel et Daniel Bensaïd (LCR). Le plus en phase, François Bayrou, heureux de trouver une tribune pour l'un des thèmes de sa campagne, et d'y asséner une petite leçon d'histoire. À citer le tigre Georges Clémenceau, grand défenseur de la liberté des journalistes pendant la grande guerre selon le Béarnais. Et a accusé Sarko I<sup>er</sup> d'avoir « *méthodiquement pensé une stratégie de musellement de la presse* ». Après les grands mots les grands témoins.

Vittorio de Filippis, journaliste réveillé de *Libé*, assène une jolie vérité. Des gardes-à-vue comme il en a connues, battage médiatique en moins, il y en a tous les jours en France... Douce France.

Claude Sérillon, ancien présentateur du journal de France 2 et historique du service public, rappelle bien gentiment que tous les pouvoirs politique, quelle que fut leur couleur, font, à défaut de la

**Soutenir l'appel de la colline et la liberté de la presse, c'est comme manifester contre le Sida, pour la paix dans le monde et contre la guerre.**

tentation de Venise, la tentation de la Télévision.

La classe politique regarde ses chaussures. Heureusement, un grand ancien vient faire le cabotin. Jean-François Kahn, fondateur de *Marianne*, ancien patron de *l'Événement du Jeudi*.

« *Un grand témoin* », assure

Plenel. À croire que personne ne l'a mis au courant qu'il était désormais encarté au Modem.

Enfin, la grande famille est réunie. Journalistique et Politique. Même le Parti socialiste en ce soir béni, a l'air uni... Ils n'ont officiellement délégué qu'un homme pour prendre la parole. Une chan-

ce, il s'agit du porte-parole Benoît Hamon. Sa prise de parole coïncide avec le départ de Jean-Pierre Mignard, fervent avocat royaliste et soutien de Mediapart, de la salle. Malencontreux hasard.

François Hollande passe aussi par là. Oui, toutes les familles politiques sont là. Enfin presque toutes. Manque les sarkozystes. Mais au moins, une espèce en voie de disparition aura été entr'aperçue. Le député UMP Hervé Mariton, opposant à la loi sur l'audiovisuel, est monté à la tribune, pour apporter sa contribution au débat. Un villepiniste. Le théâtre bondé n'a pas perdu sa soirée. Las, dès 21h30, le bar a fermé ✨

XAVIER MONNIER



# BARACK OBAMA, QUASI-VENDU À L'INSU DE SON PLEIN GRÉ

**SCANDALE** OBAMA N'EST MÊME PAS ENCORE ENTRÉ À LA MAISON BLANCHE QUE SA PRÉSIDENTIE EST DÉJÀ **ENTACHÉE** PAR UN SCANDALE **POLITIQUE**. LE GOUVERNEUR DE L'ILLINOIS A VOULU **VENDRE** LE SIÈGE DE SÉNATEUR DU **PRÉSIDENT** ÉLU.

**L**e 9 décembre dernier, des agents du FBI ont effectué une descente dans la maison du gouverneur démocrate de l'État de l'Illinois, Rod Blagojevich. Ils l'ont arrêté, menotté et incarcéré pour corruption active. Cette arrestation a immédiatement déclenché une tempête médiatique qui a éclaboussé Barack Obama, plusieurs de ses conseillers les plus proches, des donateurs de fonds de sa campagne, ainsi qu'un membre du Congrès bien en vue. Le chef de cabinet de Rod Blagojevich a également été arrêté le même jour. Et, depuis, « l'affaire Blagojevich » ne cesse de grossir et de prendre le pas sur toute autre actualité politique dans les médias.

Le gouverneur de l'Illinois est accusé d'avoir essayé de vendre le siège de Barack Obama au Sénat après la démission du président élu qui occupait le poste. Comme dans la plupart des autres États américains, la loi de l'Illinois prévoit que si un sénateur décède ou démissionne en cours de mandat, il revient alors au gouverneur de nommer un remplaçant intérimaire jusqu'aux prochaines élections législatives qui, dans le cas présent, auront lieu en 2010.

Le gouverneur Blagojevich jouissait déjà d'une très mauvaise réputation. On savait depuis bientôt un an qu'il faisait l'objet d'une enquête pour corruption par le procureur fédéral régional, Patrick Fitzgerald. Mais après l'arrestation de Blagojevich, Fitzgerald a dévoilé que ce dernier avait été mis sous écoutes téléphoniques depuis au moins le mois d'octobre. Et, qu'en plus, on avait placé des micros dans son bureau !

Ce qui a le plus scandalisé et révolté le grand public reste le parler cru - pour ne pas dire obscène - de Blagojevich dans une partie des conversations du gouverneur dévoilées par le procureur. Les enregistrements révèlent que Blagojevich a perçu son devoir de nommer



un remplaçant à Obama comme une opportunité pour se « faire de l'argent ». Il a dit que ce siège avait « une foutue valeur » et que « je ne le donnerais pas pour rien », c'est-à-dire sans contreparties en argent et en faveurs. Les révélations au sujet des dires de Blagojevich dans une plainte de 76 pages déposée par le procureur à son encontre sont passées en boucle à la télévision. Les retranscriptions de ses conversations foisonnent de jurons et autres noms d'oiseaux. Bla-

gojevich a même traité le nouveau président de « motherfucker » ! Interrogé par la presse dès le lendemain de l'arrestation de Blagojevich, pour qui Obama a fait campagne en 2002 et 2006, le président élu s'est laconiquement borné à déclarer qu'il était « attristé » par les révélations et que tout autre commentaire ne serait « pas approprié ». Vivement critiqué dans les

➔ SUITE PAGE SUIVANTE

## BARACK OBAMA | SUITE

médias pour la tiédeur de sa réponse, trois jours plus tard, un Obama en colère a donné une conférence de presse. Il y a dénoncé Blagojevich et réclamé sa démission, ajoutant qu'il avait demandé à son staff d'enquêter sur tout contact entre eux et Blagojevich. Mais aussi que les détails de ces contacts seraient révélés « *d'ici quelques jours* ».

Cinq jours plus tard, rien n'avait filtré du côté d'Obama et le futur président a annoncé, dans une autre conférence de presse, qu'il dirait tout des contacts entre son équipe et Blagojevich le 22 décembre... C'est-à-dire au moment où il sera en vacances à Hawaï et l'Amérique bien trop occupée à préparer Noël pour accorder de l'attention à l'actualité politique. Obama a prétexté que le procureur lui avait demandé de ne rien révéler dans cette affaire. Peu convainquant... Michael Issikof, le grand journaliste d'investigation de l'hebdomadaire *Newsweek*, qui connaît bien les moeurs des procureurs, trouve l'excuse d'Obama « *bizarre* ». Et les promesses du prochain président faites pendant sa campagne au sujet de sa « *transparence* » totale une fois qu'il sera élu sem-

Axelrod a depuis renié ses propos... mais où est la vérité ?

Rahm Emmanuel, dit « *Rahmbo* », le futur secrétaire général de la Maison Blanche, a succédé au siège de Blagojevich dans une circonscription de Chicago après que Blagojevich a été élu gouverneur en 2002. Les deux hommes se connaissent donc bien. Dans une interview avec le prestigieux hebdomadaire *The New Yorker*, « *Rahmbo* » a même déclaré qu'Axelrod et Barack Obama « *avaient été les chefs stratèges de la première campagne de Blagojevich pour le poste de gouverneur en 2002* ». Or, la presse a révélé que le procureur possède des enregistrements de conversations entre « *Rahmbo* » et Blagojevich au moment où ce dernier tentait d'obtenir une contrepartie pour le siège d'Obama au Sénat. Que se sont-ils alors dit ?

La question centrale du Watergate - l'affaire qui a mis fin à la présidence de Richard Nixon - était « *What did the president know and when did he know it ?* » (Qu'en savait le président et quand l'a-t-il su ?). Cette question devenue célèbre dans l'histoire politique de l'Amérique revient avec insistance ces jours-ci au

hérite du siège de sénateur d'Obama. Jackson Junior, dans une conférence de presse la semaine dernière, a formellement nié avoir proposé quoi que ce soit au gouverneur en contrepartie de ce siège. Il a également nié avoir envoyé un émissaire pour conclure un quelconque accord. Mais Jackson Junior a refusé de répondre aux questions des journalistes sur « *les conseils de son avocat* ».

Puis, le 12 décembre, le quotidien *Chicago Tribune* a révélé qu'un groupe de riches hommes d'affaires de Chicago originaires d'Inde et très proches de Jesse Jr. avaient bel et bien commencé à collecter un million de dollars pour Blagojevich... Le propre frère de Jesse Junior a même été photographié lors d'un déjeuner de collecte de fonds pour Blagojevich aux côtés des Indiens !

Selon le *Wall Street Journal* du 15 décembre, les enregistrements du procureur montrent que Blagojevich a arrangé une rencontre entre son propre frère et l'émissaire de Jackson Junior. Mais le *Chicago Tribune* avait révélé en exclusivité le 5 décembre que Blagojevich était sous écoute téléphonique et qu'un de ses proches collaborateurs était déjà passé aux aveux, précipitant ainsi l'arrestation du gouverneur de l'Illinois et de son chef de cabinet. Du coup, la possibilité de prendre en

flagrant délit le frère de Blagojevich et le chef du groupe d'hommes d'affaires indiens s'est envolée car, après l'article du *Chicago Tribune*, Blagojevich a annulé la

## Un autre politicien de taille est sérieusement éclaboussé par cette affaire : le démocrate Jesse Jackson Junior de Chicago.

blent bel et bien remisées au passé.

Le suspens reste donc entier sur qui, au sein du staff d'Obama, a été en contact avec Rod Blagojevich. On sait toutefois que le président élu voulait que Valérie Jarret le remplace au Sénat. Cette vieille amie d'Obama a co-dirigé les finances de sa campagne présidentielle et a été la patronne de Michelle Obama dans son ancien cabinet d'avocats. Or, du jour au lendemain, Jarret a déclaré qu'elle ne voulait plus du siège d'Obama au Sénat et, le 16 novembre, a été nommée conseillère du président élu à la Maison-Blanche. Était-ce à cause des demandes de contreparties farfelues de Blagojevich ? Et si Barack Obama savait que Blagojevich était corrompu, en a-t-il informé le procureur ?

Après l'arrestation du gouverneur de l'Illinois, Obama a nié avoir eu le moindre contact avec lui depuis son élection. Or, les chaînes de télévision ont exhumé une interview télévisée de David Axelrod, le stratège politique de la campagne d'Obama, qui vient d'être nommé comme son conseiller politique à la Maison Blanche. Axelrod y affirmait qu'Obama « *a parlé avec le gouverneur* » à propos de son remplaçant au Sénat.

sujet d'Obama, de son équipe et de l'affaire Blagojevich.

Un autre politicien de taille est sérieusement éclaboussé par cette affaire : le démocrate Jesse Jackson Junior de Chicago, membre du Congrès depuis treize ans et l'un des co-présidents de la campagne présidentielle d'Obama. Le fils du leader historique noir Jesse Jackson pensait que le siège d'Obama « *lui revenait de droit* », comme l'a rapporté le chef du service politique de l'hebdomadaire *Newsweek*, l'excellent Howard Fineman. Et ce, d'après les conversations que le journaliste a eues avec Junior qui, depuis l'élection d'Obama, n'a eu de cesse de faire campagne publiquement et agressivement pour obtenir ce siège au Sénat. Dans les enregistrements que possède le procureur, on entend Blagojevich raconter comment il a reçu un émissaire de Jesse Jackson Junior qui a « *proposé un deal pay-to-play* » (payer pour jouer). Selon Blagojevich, l'émissaire a offert 500 000 dollars en liquide au gouverneur (pour qu'il les mette dans sa poche) et un million de dollars supplémentaire en contributions à la campagne de réélection de Blagojevich en 2010. Bien évidemment pour que Junior

rencontre.

L'affaire Blagojevich est loin d'être terminée. On ne sait pas encore tout ce qui se trouve dans les enregistrements que possède le procureur Fitzgerald. Mais ce dernier est réputé pour être un justicier dur et incorruptible car, en dépit du fait qu'il ait été nommé à son poste par George W. Bush, c'est lui qui a fait inculper le chef de cabinet de Dick Cheney, Lewis « *Scooter* » Libby, pour entrave à la justice et parjure dans l'affaire Plame<sup>[1]</sup>. Il est ainsi fort à parier que Fitzgerald poursuivra jusqu'au bout ceux qui se sont immiscés dans les tractations avec Blagojevich ou qui en avaient connaissance mais qui n'ont rien dit à la justice. Et c'est pourquoi Jesse Jackson Junior et les hommes et femmes de Barack Obama ont tous fait appel à des avocats spécialisés dans les affaires criminelles ✱

DOUG IRELAND

[1] L'affaire Plame concerne la révélation, par l'administration Bush, du nom d'un agent secret de la CIA, Valerie Plame, pour discréditer son mari, très critique sur la guerre en Irak. Ce scandale a défrayé la chronique pendant deux ans.

# La France chine son ambassade à Pékin

**CHINE** APRÈS ONZE ANNÉES DE **REBONDISSEMENTS**, LA SAGA DES FUTURS-NOUVEAUX LOCAUX DE **L'AMBASSADE** DE FRANCE À PÉKIN TOUCHE À SA FIN. UN ACCOUCHEMENT **LABORIEUX** QUI A DÉJÀ COÛTÉ PRÈS DE **40 MILLIONS** D'EUROS.

**L**a France fait peau neuve à Pékin. Au rebut, les vieux bâtiments vétustes de sa mission diplomatique, fruit de l'architecture des années 60. De l'histoire ancienne, l'éparpillement généralisé des services diplomatiques aux quatre coins de l'Est pékinois. Dans un courrier du 24 novembre 2008 que l'ambassadeur de France en Chine, Hervé Ladsous, envoie au trésorier de la section UMP de Pékin et conseiller auprès des Français de l'étranger, Francis Nizet, sa joviale Excellence, indique que « *ce projet permettra de regrouper dans un seul bâtiment moderne et fonctionnel l'ensemble des services de l'ambassade ainsi que la résidence de France* ».

Située strictement en face de la rue Nurenjie, la « rue des femmes », le futur « compound » diplomatique français s'intercalera entre l'ambassade d'Israël, réplique réduite de la Knesset, et la toute nouvelle ambassade des États-Unis, inaugurée par Georges W. Bush, le jour de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin en août dernier.

L'histoire de ce beau projet débute en mai 1997. Très exactement, 48 heures avant la « *déclaration conjointe pour un partenariat global stratégique sino-français* » signée par l'ex-président chinois Jiang Zemin et Jacques Chirac.

Pour la modique somme de 14,5 millions de dollars versés à la Chine entre 1997 et 1999, la France signe alors un bail de 70 ans pour un terrain de deux hectares en plein cœur de Pékin, dans le nouveau quartier diplomatique de Liangmaqiao. Le choix du terrain, aujourd'hui abandonné aux herbes folles, s'est effectué dans des conditions quelques peu étonnantes : aucun diplo-

mate tricolore n'a jugé utile de le visiter en amont. « *Car si cela avait été le cas, on aurait vu que le terrain était surplombé par une ligne à haute tension !* » s'exclame un bon connaisseur du dossier. Mais le pire était à venir.

Selon *Le Figaro* en date du 8 août 2008, les nouveaux locaux diplomatiques devaient être bâtis avant le 29 septembre 2002. La sanction était potentiellement lourde : le cas échéant, la municipalité de Pékin aurait eu le droit de reprendre le terrain ou les Français auraient été condamnés à payer 500 000 euros par an pour conserver le bail. Contacté par *Bakchich*, le Quai d'Orsay dément avoir déboursé ne serait-ce qu'un centime :

« *aucune somme complémentaire n'a dû être versée pour conserver ce terrain, des travaux préparatoires ayant été engagés dans les délais requis* ».

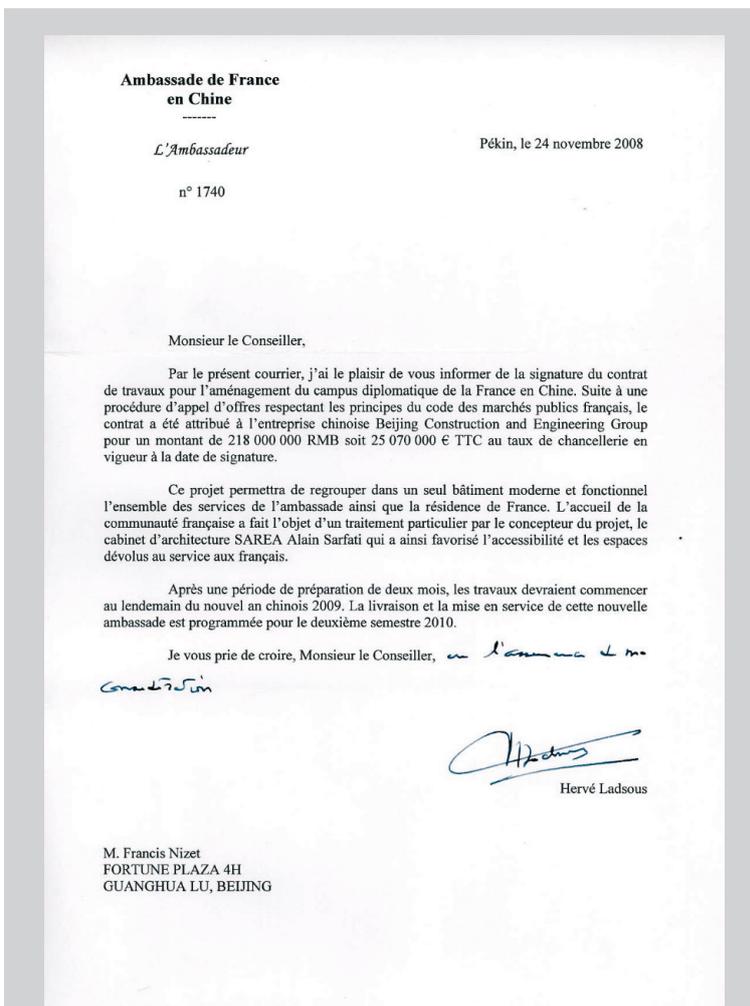
Toujours est-il que ce n'est que le 24 novembre dernier que l'ambassadeur de France confirme dans son courrier qu'il a « *le plaisir* » d'informer « *de la signature du contrat de travaux pour l'aménagement du campus diplomatique de la France en Chine* ». L'administration chinoise a, elle, approuvé le 10 juillet 2007 le projet architectural de la nouvelle ambassade et autorisé sa construction après s'être opposé à ce que le lycée français soit déplacé dans le compound diplomatique tricolore.

Hervé Ladsous précise également - surprise ! - que « *suite à une procédure d'appel d'offres respectant les principes du code des marchés publics français, le contrat a été attribué à l'entreprise chinoise Beijing Construction and Engineering Group pour un montant de 218 000 000 RMB soit 25 070 000 euros TTC* ». Heureusement que le Quai d'Orsay est sensé faire des économies...

Là encore, confier la construction d'une ambassade étrangère à des Chinois réputés pour leurs talents d'espions, relève du paranormal. Un choix que n'auraient jamais fait les Américains qui ont signé un accord bilatéral avec la Chine, selon lequel la construction de leurs ambassades respectives n'incombait aucunement au pays hôte.

Pour leur nouvelle ambassade à Pékin, les États-Unis ont donc importé par containers entiers tous les matériaux de construction ainsi que la main d'oeuvre directement du pays de l'Oncle Sam. La République Populaire de Chine en a fait de même à Washington. La France, elle, s'assoit sur ce principe élémentaire de sécurité...\*

HENRY DE SAINT-CLAIR



↑ L'ambassade aux petit soins

# Grèce, une semaine lacrymogène

**MANIF'** LES « ÉMEUTES DE LA JEUNESSE EN GRÈCE », **DÉCLENCHÉES** APRÈS LA **MORT D'UN ADOLESCENT TOMBÉ** SOUS LES BALLES D'UN **POLICIER** LE 6 DÉCEMBRE, NE SONT PAS TERMINÉES.

**V**endredi 12 décembre, la tension était encore importante dans les rues d'Athènes. Des manifestants progressant derrière des banderoles « *L'État tue* » et « *Le gouvernement est coupable de meurtre* » ont tenté d'enfoncer les cordons anti-émeutes à proximité du parlement grec. Dans la journée de samedi, des manifestants s'en sont pris à un bâtiment ministériel. Samedi soir, les heurts ont duré jusqu'à 2h30 du mat' et la police a annoncé avoir interpellé 86 jeunes au cours de la nuit, 423 depuis le début des « émeutes ». Les dégâts s'élèvent, selon une estimation provisoire, à 200 millions d'euros pour la ville d'Athènes. Plus les gaz lacrymogène ! Selon la journaliste Maria Margaroni, correspondante du *Guardian* à Athènes, les flics auraient utilisé 4 600 capsules de gaz lacrymo en une semaine.

La une de *Ta Nea*, vendredi 12 décembre, était, à l'image des commentaires de la majeure partie de la presse grecque, pessimiste quant à l'avenir du premier ministre. Et titrait : « *Le glas sonne pour Caramanlis* ». Dimanche, un sondage paru dans le quotidien *Kathimerini* révélait que six grecs sur dix estimaient que les événements de la semaine passée étaient un « *soulèvement populaire* ». 69% des personnes interrogées estimaient que le gouvernement gérait « *plutôt mal* » la crise, et 20% seulement apportaient leur soutien au premier ministre Caramanlis.

L'assemblée générale de la prestigieuse école Polytechnique occupée d'Athènes, le QG (à forte charge symbolique en raison de son rôle dans la chute des colonels en 74) des étudiants mobilisés car la police n'y entre pas, a lancé un appel mondial vendredi.

« *Pour des actions de résistance au niveau Européen et global en mémoire de tous les assassinés, jeunes, migrants et tous ceux qui luttent contre les sbires de l'État. Carlo Giuliani, les jeunes des banlieues en France, Alexandros Grigoropoulos et tous les autres, partout dans le monde.*

*Nos vies n'appartiennent pas aux États ni à leurs assassins ! La mémoire des frères et sœurs, amis et camarades assassinés reste vivante par le biais de nos luttes ! Nous n'oublions pas nos frères et sœurs, nous ne pardonnons pas leurs tueurs. S'il vous plaît, traduisez et diffusez ce message autour de vous pour une journée d'actions de résistance coordonnées dans le plus grand nombre d'endroits possible, autour du monde. »*

La semaine passée, on a manifesté en Espagne et en Italie. En France, le rassemblement, vendredi 12, d'un peu plus d'une centaine de personnes à proximité de l'ambassade de Grèce, n'avait rien de menaçant. Quelques jeunes portant fièrement leur keffieh ont certes crié « *Police assassin* », mais sans violence. Pourtant, six jeunes ont été arrêtés en marge de la manif', pour « *agression sur personne dépositaire de l'autorité publique, jets de pierres, destruction de matériel urbain en réunion* ». C'est-à-dire un panneau publicitaire et deux feux tricolores démontés, plus un pare-brise endommagé. Après 48 h, ils sont toujours en garde à vue. 48 h c'est beaucoup pour si peu, mais ce sont peut-être les dange-

reux terroristes de l'ultra gauche !

L'écrivain Grec Takis Théodoropoulos, chroniqueur à *Ta Nea* déclarait à Thierry Oberlé du *Figaro.fr* : « *Quant aux jeunes, eux, ils (...) dénoncent l'État policier alors que la police est un secteur public qui fonctionne mal, comme d'ailleurs tous les secteurs publics grecs. (...) Cette jeunesse est le reflet d'une société en faillite. Elle en est la partie la plus sensible et exprime de façon plus bruyante une implosion du système politique, économique et social.* »

La Grèce est dirigée par trois grandes familles de leaders politiques et leurs amis, les Caramanlis et les Mitsotakis pour Nouvelle Démocratie (parti de droite conservateur) et les Papandréou pour le PASOK (Mouvement Socialiste Panhellénique, social démocrate). Ils sont tout aussi doués pour faire des affaires - les scandales financiers touchent autant les deux partis - que pour se maintenir à la tête des appareils politiques.

Depuis une semaine, la seule proposition concrète est avancée par Georges Papandréou. En dehors de « *revendiquer le pouvoir* », il propose « *d'augmenter les crédits de l'éducation* ». Un peu maigre pour calmer une jeunesse dont 20% vit sous le seuil de pauvreté et 25% est au chômage. Certain cependant de tenir l'occasion de revenir aux affaires, il a lancé, lundi 17 décembre, à propos de son rival Caramanlis : « *Son temps politique est révolu, et sans la confiance du peuple, il reste accroché et traîne le pays dans des aventures (...)* Assez, c'est au peuple de donner la solution ».

La jeunesse est trop déterminée pour lâcher le morceau et a le soutien de la population. « *Je pense, comme les autres manifestants, que ce gouvernement qui assassine doit tomber. En quatre ans, il n'a fait qu'adopter des réformes allant à l'encontre des étudiants* », expliquait vendredi Maria, une manifestante de 22 ans. « *On ne voit aucun avenir devant nous. Nous n'avons un avenir que par la lutte* ». Qui continue \*

RENAUD CHENU



# Justice, la dictature de Ben Ali à la fête

**TUNISIE** ENTRE LES LOURDES PEINES DE PRISON DANS LE PROCÈS DES MANIFESTANTS DE GAFSA ET LE DÉBUT DU PROCÈS AUX ASSISES EN FRANCE D'UN TORTIONNAIRE TUNISIEN, LA DICTATURE DE BEN ALI EST À LA FÊTE.

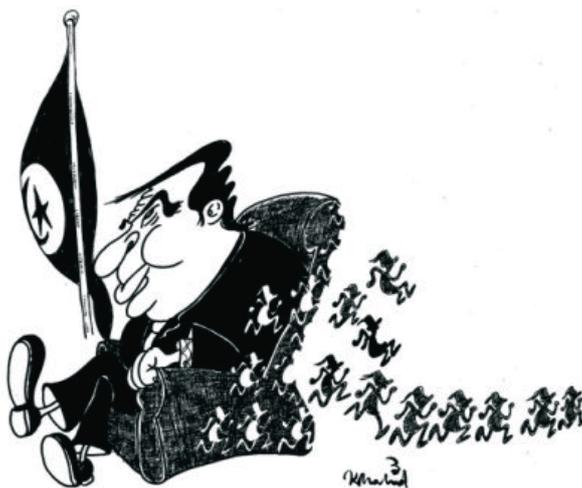
Les affrontements entre la flicaille du président Ben Ali et les habitants de la ville minière de Redeyef, dans le sud-ouest de la Tunisie, ont repris de plus belle. Et cette fois ce n'est pas un concours de recrutement bidonné qui a mis le feu aux poudres dans ce bassin minier de Gafsa ravagé par le chômage et la misère comme en janvier 2008. Mais une scandaleuse décision de justice.

Le jeudi 11 décembre, à 23 heures, le tribunal de Première instance de Gafsa a rendu son verdict dans le procès de 38 personnes qui ont participé aux manifestations et émeutes qui ont agité le bassin tout au long du premier semestre 2008 donnant des maux de tête persistants au régime policier du président Ben Ali. Les peines de prison vont de une à dix années. Les deux leaders syndicaux Adnan Hajji et Bechir Labidi (devenus des stars à Gafsa et Redeyef) ont notamment pris dix ans et un mois. Le responsable à Paris de la FPCR (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives), Mouhiedine Cherbib, a, lui, été condamné par contumace à deux années de prison. Le tout dans une indescriptible pagaille digne des pires justices bananières.

Ainsi, après sept jours d'interruption, le procès a recommencé le 11 décembre pour être très vite interrompu de nouveau. Puis l'audience a fini par reprendre quelques heures plus tard... pour aussitôt se terminer sur ces mots : « l'audience est ouverte. Le tribunal a décidé. L'audience est close » ! Le juge n'a même pas trouvé utile de prononcer les peines, laissant le soin au bâtonnier de s'enquérir du sort des condamnés auprès du secrétariat du tribunal, au nom de la centaine d'avocats venus de toute la Tunisie et qui s'étaient courageusement constitués partie civile.

Cette parodie de procès et les lourdes peines assorties ont provoqué l'indignation de la présidente de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme), la Tunisienne Souhayr Belhassen, qui n'a pas de mots assez durs pour fustiger la justice et le régime de Ben Ali. « Ce procès est catastrophique.

*On pensait qu'il y aurait une attitude raisonnable, mais le régime est décidé à aller très loin. C'est révoltant. C'est l'injustice qui s'installe et qui perdure. Ce n'est pas de bon augure pour le cinquième mandat présidentiel de Ben Ali<sup>[1]</sup> que de mettre des jeunes et des syndicalistes qui demandent du travail en prison. Ce n'est pas politique, nous sommes dans la déraison »* a-t-elle déclaré, choquée, à



*Bakchich.*

La décision du tribunal de Gafsa a eu un effet immédiat : la reprise des affrontements entre jeunes et forces de police. Selon le parti communiste des ouvriers de Tunisie, les troubles ont commencé à éclater vendredi soir dans le quartier Houmet Essouk puis se sont étendus au quartier Annezla, avant de se propager au reste de la ville de Redeyef, entièrement quadrillée par la police. Selon la même source, dans la nuit, « en guise de représailles, les forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses arrestations, n'hésitant pas à multiplier les intrusions dans les domiciles, à défoncer les portes et à agresser la population. »

Si la situation demeure confuse, le dernier décompte en provenance de Redeyef fait état de « 23 arrestations, particulièrement parmi les jeunes récemment libérés et les proches des animateurs du mouvement condamnés jeudi dernier ». C'est notamment le cas dramatique de deux frères de Sami Ben Ahmed, condamnés à 6 ans de prison. Selon le parti commu-

niste des ouvriers de Tunisie, « ils ont été arrêtés au domicile familial. La police s'est introduite chez eux terrorisant, insultant et agressant les membres de leur famille, y compris leur mère. Ahmed Ben Ahmed (l'un des frères) a été extirpé de son lit, alors qu'il était souffrant et avait des pansements sur différentes parties de son corps suite à un accident. »

Si les auteurs de ces arrestations musclées ne seront certainement jamais inquiétés pour leur agissements, on ne peut pas en dire autant du tortionnaire présumé Khaled Ben Saïd. Cet ancien vice-consul de Tunisie à Strasbourg comparait en effet à partir de ce lundi 15 décembre devant la Cour d'assises de Strasbourg en vertu du principe de compétence universelle. Une grande première qui, espérons-le, fera réfléchir la flicaille tunisienne qui pratique la torture au quotidien dans les commissariats et autres centres d'interrogatoires du pays !

Selon la FIDH qui s'est battue pour que ce procès aboutisse, l'ex-diplomate est accusé d'avoir torturé une ressortissante tunisienne - Mme. Gharbi - en octobre 2007 au commissariat de police de Jendouba où il officiait alors comme commissaire. Mme Gharbi avait porté plainte contre Khaled Ben Saïd en mai 2001 en France, et une information judiciaire avait été ouverte contre lui en janvier 2002. Le bonhomme se trouvait alors sur le sol français et s'était empressé de déguerpir en Tunisie. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international depuis février 2002, ce qui, selon la FIDH, ne l'aurait pas empêché de « continuer à travailler au sein du ministère de l'Intérieur tunisien, sans être le moins du monde inquiété ». Les autorités tunisiennes n'ont, bien entendu, jamais exécuté la commission rogatoire internationale délivrée par la justice française en juillet 2003. Mais, imperceptiblement, les lignes bougent. Et si l'édifice du dictateur Ben Ali commençait à se fissurer ?

CATHERINE GRACIET

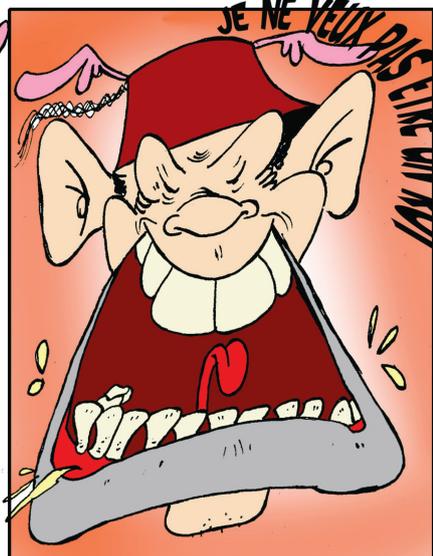
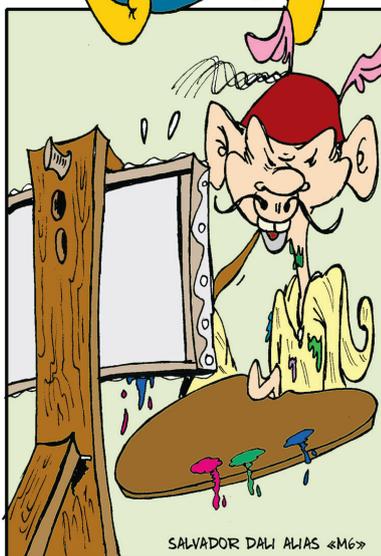
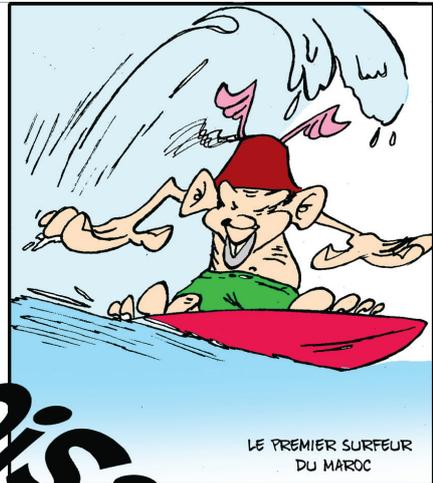
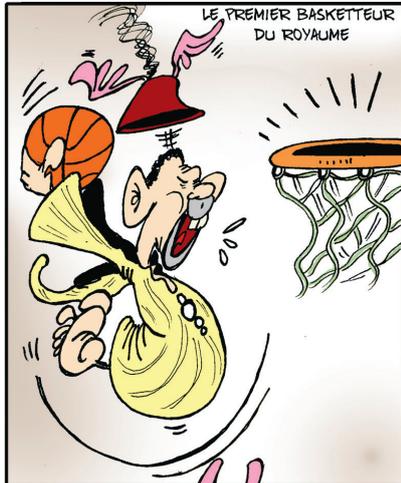
[1] En bon président-à-vie, Ben Ali a annoncé qu'il se présenterait à sa propre succession aux présidentielles d'octobre 2009. Parions sur le fait qu'il sera élu avec plus de 90 % des voix...



# LE ROI QUI NE VOULAIT PLUS ETRE ROI



**ÉPISODE XI** MALGRÉ LE **POIDS** DE SES **RESPONSABILITÉS**, SA MAJESTÉ SAIT SE DIVERTIR. UN **ÉPISODE** MIS EN IMAGES PAR KHALID GUEDDAR.



# Chauffons-nous à la chaleur humaine

**RÉCRÉATION** LE DÉPUTÉ MARINI, QUI A VOULU FAIRE INDEMNISER PAR L'ÉTAT LES **BOURSIKOTEURS** MALHEUREUX, N'A PAS EU L'**HOMMAGE** QU'IL MÉRITAIT. VOILÀ QUI SERA FAIT.

**P**ersonne n'a rendu l'hommage qu'il méritait au sénateur UMP Marini, qui a proposé que l'État indemnise les victimes de la crise boursière. Ce cœur d'amadou, justement ému par la détresse des spéculateurs ruinés, veut créer un genre de menu législatif copié sur le « *fromage et dessert mais je te laisse l'addition* » des restos du cœur capitalistes. En gros : tu paries et à tous les coups tu gagnes. Si tu t'enrichis en achetant des actions risquées, tu gardes le pognon. Si la Bourse s'effondre, le contribuable au Smic te rembourse les pertes. Et n'oublie pas de souscrire au fonds garanti Madoff, un copain de golf ! Riche idée, copiée illico par Angela Merkel, la chancelière allemande, laquelle a discuté un « plan climat » qui mettrait en danger l'industrie teutonne. L'écologie, la verdure, les petits zoziaux, c'est bon quand les emplois des pirates de l'environnement fonctionne, mais c'est mauvais quand les volkswagen et les

béhèmes rouillent dans les usines de Francfort ou Stuttgart. Selon la presse germanique, plus de 100 000 emplois seraient menacés si l'Europe rendait payants les droits à polluer, donc l'emploi d'Angela Merkel. Alors, on va polluer de plus belle. L'écologie, c'est le « discours de la maison », la planète Terre, la seule qu'on a, ou alors on ne nous dit pas tout ! Sa prise en compte exige des mesures à long terme. On retrouve aujourd'hui dans la banquise arctique des traces de DDT interdit depuis très longtemps, et le vieux pyralène des tranfos EDF traîne encore dans nos rivières. Les conséquences des errements actuels en matière de CO2 ou méthane qui dérèglent le climat se feront sentir dans quelques décennies. La politique, en revanche (la vie dans la cité), se concocte avec des mesures quasi-immédiates, sans recul ni prospective. Si la mère Merkel et son bonzaï Sarko voulaient réellement se préoccuper de l'avenir des mômes

d'aujourd'hui, ils prendraient les mesures suivantes : mise à la casse de tous les véhicules dépassant les 100km/h. On n'est pas pressés ! Remplacement immédiat des citernes à fioul et gaz par des chaudières à bois (énergie renouvelable), des capteurs solaires et des éoliennes individuelles, décret mettant hors-la-loi tous les métiers inutiles : militaires, constructeurs de sous-marins nucléaires, traders boursiers, publicitaires, grandes surfaces se payant sur la bête agricole, exportateurs de denrées vivrières qui mettent sur la paille les ploucs des pays pauvres en leur faisant payer le beurre, l'argent du beurre et le cul de la crémière, et journalistes encartés chez Dassault ou Pinault. Je vous laisse compléter la liste. Seulement voilà : il faudrait que l'Europe soit dirigée par l'immortel Gédé, père de l'An OI et sa formule visionnaire : « *On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste* »\*

ARTHUR

**N**e vous désespérez pas chères sœurs et frères gaulois ! Ca n'a pas l'air d'aller très fort dans votre grand et beau pays de France, notre ancienne métropole. Mais nous compatissons, nous en Afrique, à tous vos grands malheurs. Juste avant le Noël de tous les Chrétiens, Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté, je vous recommande et vous engage avec le sourire, à plutôt penser que nous sommes dans l'Avant-Paix et non dans la crise et l'Avant-Guerre : on peut rêver et marabouter... Prions !

Il est né le divin enfant, minuit chrétien, c'est l'heure solennelle...

Chez nous au Congo-Kivu c'est la grande et affreuse guerre, plus d'un million de réfugiés, des milliers et des milliers de morts ! Qu'attendent donc les médias internationaux et particulièrement la presse, en France, pays des droits de l'homme, du vieillard, des femmes, de l'enfant, du civil innocent ; France, nation de l'incompréhensible couple Madame Yade-Mister Kouchner ?

Pourquoi l'Union Européenne et l'Union Africaine ne déclenchent-ils pas immédiatement une grande conférence internationale, à Prague, capitale de l'Europe le 1<sup>er</sup> janvier prochain afin d'enrayer les massacres aux pays des Kabila et Kagamé. Au secours Prince Schwarzenberg ! Chez nous aussi au rayon des couillonades et des atrocités, vivement Noël. Grèves et émeutes scolaires au Gabon comme en Grèce, année blanche, l'horreur ! En Côte d'Ivoire, difficultés énormes pour prépa-

rer les élections présidentielles, malgré les bonnes paroles du Premier Ministre, ex-rebelle Guillaume Soro, à Paris, sous l'égide du présumé innocent Blaise Compaoré. ADO, Soro, Gbagbo et HKB continuent de jouer aux quatre coins... Dame Simone au milieu. Le Sénégal de Wade, lui, est définitivement en faillite déficitaire, juste avant les très gigantesques travaux du dubaïen petit Karim. Au Bénin, échec et silence radio de l'embrouilleur futur ex-Président Yayi Boni. Au Niger, enlèvement demandé. Au Congo-Brazzaville, réélection assurée en juin 2009 de Papa Sassou, grand-père du peuple, papy bonheur : aucune des oppositions ne se bouge le cul pour remplacer Otchombé. Avant-Paix ! Congolaises et Congolais sont tellement fiers de ce qu'ils ont fait, ensemble avec Sassou, avant l'amnistie générale, pour l'éducation, pour l'agriculture, la santé et les infrastructures routières et ferroviaires ! Dieu soit loué, au Congo B, les Africains sont, bien sur, dans l'après guerre swing-swing,

l'indépendance tcha-tcha, la prospérité bling-bling, le progrès ouf-ouf, bande de bouffons ! Alléluia ! Bisso na bisso \*

S.A.R LE PRINCE POKOU

P.S. : Rodolphe Adada arrive-t-il à quelque chose au Darfour !

P.P.S. : Xavier Darcos roi du tango périgourdin, un pas en avant, deux pas en arrière.

P.P.P.S. : Office de Radio Télévision Sarkozienne. ORTS ou à partir de 2012 ORTSégolène !

## LE PRINCE POKOU CHRONIQUE

### Avant la paix

# Un peu de Birenbaum au coeur

**NRV L'ÉCRIVAIN VIENT DE PUBLIER « LE CABINET NOIR », OÙ IL RACONTE COMMENT YVES BERTRAND L'EX PATRON DES RG A TENTÉ DE LE MANIPULER.**

« Je n'aime pas trop parler de moi », lâche Guy Birenbaum. Difficile à croire quand on sait que le monsieur tient chronique depuis le 7 février 2006, d'abord, sur le blog NRV, sur 20 minutes.fr, et depuis août sur sa « plage privée », hébergée par le Post.fr. Il vient de publier aux Arènes *Le cabinet noir, au cœur du système Yves Bertrand*. Et comme à chaque fois, la communication est réglée comme du papier à musique. Sincère ? Peut-être. Mais comme le confie un de ses proches, sous ce vernis rebelle, « Guy fait partie du système ».

En 2006, lui, se voyait plutôt comme un « blogueur en déroute. Éditeur à la rue. Universitaire en disponibilité ». Deux ans plus tard, voilà comment il se présente sur son blog : « Médias, politique, édition. J'ai un pied dedans. Deux pieds dehors. Ou le contraire. Ça dépend des jours. Et de mon humeur. Mais ce que je préfère c'est ma plage... »

La plage, c'est celle de Trouville, où il fuit le week-end l'agitation politico-médiatique qu'il aime tant fréquenter la semaine. Les médias, ce fut VSD, Canal +, RTL, Choc, ou encore Europe 1. Comme gouaillieur, ou chroniqueur en colère. Une colère maîtrisée, car Guy Birenbaum l'a compris, le système médiatique broie les âmes un peu trop vives. Il en fera l'amère expérience quand, peu après la publication par sa maison d'édition Privé, d'un livre sur les barbouzeries à Canal +<sup>[1]</sup>, il « disparaîtra » de l'antenne. Mais chez Guy Birenbaum, comme chez Lavoisier, « rien ne se perd, tout se transforme ».

L'homme aime faire des « coups ». Chez Denoël d'abord où il a édité des livres d'Éric Halphen, ou encore d'Arnaud Montebourg, puis chez Privé. Des échecs peut-être, mais des pavés dans la mare aussi. Comme lorsqu'il publie, cette fois

comme écrivain, *Nos délits d'initiés*, chez Stock. Un petit traité d'explications des compromissions journalistico-politique. Une sortie courageuse dans ce milieu rongé par la confraternité.

Mais à trop sortir, on s'enrhume. Et quand il s'apprête, entre les deux tours de l'élection présidentielle, à publier

un livre « un peu chaud » signé par l'un des fils de Philippe de Villiers, Michel Lafon, qui chapeaute les éditions Privé, s'agace. « Je ne sais pas quoi faire de toi », lui lâche-t-il. Peu avant était sorti le livre d'Imad Lahoud, l'informaticien de l'affaire Clearstream, qui n'avait guère plu en Sarkozy. Et le grand manitou de l'édition de se séparer sans ménagement de son éditeur un peu

revêche.

« Guy est un homme libre », note Éric Halphen, l'un de ses auteurs devenu ami. « Guy est d'une fidélité absolue en amitié », ajoute Sébastien Fontenelle, un autre de ses auteurs resté ami (par ailleurs blogueur à Bakchich). En fait « Guy est un maître de l'agit prop. », analyse Pierre-Louis Rozynès, un ancien collaborateur devenu ex-futur ami. Bref, « c'est un agitateur d'idées au sens positif du terme », conclut Arnaud Montebourg, l'un de ses auteurs aujourd'hui ami.

Et toutes ses qualités, il les a mises au service de son dernier coup. Raconter par le menu comment Yves Bertrand, ancien patron des RG et graphomane patenté a tenté d'intoxiquer des journalistes et/ou des éditeurs dans le but de servir Chirac et d'« assassiner » Sarkozy. Un livre-témoignage comme une pierre de plus à l'édifice Sarkozyste ? L'auteur s'en défend avec vigueur. La presse a d'ailleurs plutôt bien accueilli le livre. Un retour en grâce médiatique ? Le livre n'a pour l'instant pas été attaqué sur le fond. L'hypothèse d'un cabinet noir fait

donc son petit bonhomme de chemin. « Un pied dedans. Deux pieds dehors. Ou le contraire. »

Pour mieux porter la plume dans la plaie<sup>[2]</sup> ? \*

SIMON PIEL

[1] *Un agent sort de l'ombre*, par Pierre Martinet, Eds Privé, 2005.

[2] Une expression gentiment empruntée à un certain Albert Londres.



## OURS

**Directeur de la rédaction :** Nicolas Beau (beaunicolas@hotmail.fr) / **Directeur-adjoint de la rédaction & Directeur de la publication :** Xavier Monnier (xm@bakchich.info) / **Comité éditorial :** Éric Laurent, Jacques-Marie Bourget / **Rédacteur en chef :** Laurent Léger (ll@bakchich.info) / **Conception graphique :** Guillaume Barou / **Maquettiste :** Émilie Parrod / **M. Opérations spéciales :** Bertrand Rothé (br@bakchich.info) / **Responsable administratif et financier :** Eric de Saint-Léger (daf@bakchich.info) /

**Relations publiques :** LP Conseils / **Rédaction :** Sébastien Fontenelle, Marion Gay, Anne Giudicelli, Catherine Graciet (cg@bakchich.info), Maité Labat (ml@bakchich.info), Eric Laffitte, Marion Mourgue (mm@bakchich.info), Simon Piel (sp@bakchich.info), Bertrand Rothé, Anaëlle Verzaux (av@bakchich.info) / **Dessinateurs :** Baroug, Cacatie, Khalid, Kerleroux, Mor, Morvandiau, Nardo, Oliv', Pakman, PieR, Soularue...

**Bakchich** est édité par le **Groupe Bakchich**, SAS de presse au capital de 37 000 euros.

**Siège social :** 118-130 avenue Jean Jaurès 75019 Paris chez ABC Liv

**Tous les textes et dessins sont © Bakchich et/ou leurs auteurs respectifs.**

### S'ABONNER, UN GESTE D'AMOUR

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....

Un an / 35 euros     6 mois / 18 euros  
 3 mois / 10 euros

Soutien (un an) / beaucoup plus

Remarques pertinentes : .....

**Bakchich c/Kino | 133 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris**

**PROCHAIN  
NUMÉRO  
LE 26 DÉCEMBRE**